



Tribune



Tribune de Josiane Yaguibou, Directrice pays de l'UNFPA:

Tirer profit du potentiel financier
et technique du secteur privé
aux Comores pour promouvoir
la santé sexuelle et reproductive

Economie / Société

Lancement du Plan National
de Préparation aux Crises de Sécurité
Alimentaire et Nutritionnelle aux Comores

Santé

Choléra : les PRO, une solution
dans la prise en charge

TSOK JAMES BOT

LE NOUVEAU COORDONNATEUR
RÉSIDENT A PRIS FONCTION



Si les Comores sont connues sous le nom des îles aux parfums, la fleur d'ylang-ylang n'y est pas pour rien. Dans cet archipel de 800.000 habitants, baigné dans l'océan Indien, cette fleur à la senteur embaumante a longtemps été une source de revenu pour une partie de la population, en particulier les femmes, et un des principaux produits d'exportation du pays. Son exploitation artisanale, notamment par une distillation à base de bois de chauffe, interpelle sur l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature.

À l'ère du développement durable, et à un moment où les peuples puisent dans leur culture et leur authenticité l'essence pour bâtir un développement pérenne, la fleur d'ylang reste tout un symbole pour les Comores. Elle est en effet, une aspiration à la prospérité, et nous invite en même temps à réfléchir à la protection des écosystèmes, et donc de la planète. Elle fait partie du patrimoine culturel de tout un peuple, qui fait de la cohésion sociale et de la paix, un de ses principaux atouts.

Ylang info, est aussi le titre du bulletin d'information

mensuel du Système des Nations Unies en Union des Comores, en hommage au patrimoine culturel comorien, et en subtil rappel du lien harmonieux que doit maintenir l'homme avec la nature.

Dans notre volonté de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable aux Comores, cet outil d'information constitue une passerelle avec le grand public, ainsi que les partenaires pour la diffusion des informations relatives aux actions des différentes agences du système des Nations Unies en Union des Comores, en appui au Gouvernement comorien et pour ne laisser personne de côté.

Ce bulletin d'information est publié par le Bureau du Coordonnateur résident pour le compte du système des Nations Unies aux Comores. Il a été produit par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme « Unis dans l'action » qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies aux Comores.

Pour toute demande d'information,

contactez : Bureau du Coordonnateur résident
Maison des Nations Unies, Hamramba Moroni
BP - 648 - Union des Comores

Email : bena@who.int

Photo de couverture : © ONUDI Comores / Abdou Chanfi Bacar

Équipe de pays des Nations Unies aux Comores





Édito

ENSEMBLE NOUS POUVONS TOUT RÉALISER

Tsok James Bot

Coordonnateur Résident Système des Nations Unies Comores

Je suis Tsok James Bot, le nouveau Coordonnateur Résident du système des Nations unies en Union des Comores. Je suis très heureux de signer mon premier éditorial dans ce nouveau numéro d'Ylang-info.

D'abord je tiens à remercier mon prédécesseur, François Batalinguya, pour le travail remarquable qu'il a accompli aux Comores et les bons chantiers qu'il me lègue avec beaucoup d'enthousiasme. Dès mon arrivée aux Comores, j'ai été accueilli par Dr Diarra Abdoulaye qui assurait l'intérim. Lui et toute l'équipe du BCR m'ont apporté le soutien nécessaire pour faciliter mon installation à Moroni. Je voudrais ici, réitérer mes remerciements envers tous les chefs d'agences et les collègues qui ont joué un rôle dans ma prise de fonction dans ce beau pays. Ma rencontre avec tout le personnel m'a beaucoup marqué, j'ai hâte de travailler avec vous dans cet esprit One – UN que j'ai trouvé ici.

Les autorités comoriennes m'ont réservé un accueil chaleureux, et j'ai été honoré de rencontrer le Président de l'Union des Comores Son Excellence Monsieur Azali Assoumani à l'occasion de ma remise des Lettres de Créances. Je suis conscient des nombreux défis que les Nations unies et les Comores ont à relever pour faire de nos engagements une réalité. C'est d'ailleurs cet engagement que nous avons réaffirmé avec l'ensemble de tous les partenaires au développement, lors de la tenue de notre Forum.

Ylang-info est un héritage que je compte protéger avec l'aide de tous les Chefs d'agence sous la coordination de l'UNCG. Il s'agit d'une vitrine pour promouvoir les actions phares de notre partenariat avec l'Union des Comores. J'invite les chefs de programmes des agences respectives à assister leurs communicants dans l'élaboration du contenu.

Ainsi, je suis heureux de vous faire découvrir quelques sujets qui mettent en lumière des réalisations majeures pour et avec la population comorienne. Nous parlons ici par exemple de notre appui à la préparation aux crises de sécurité alimentaire et nutritionnelle aux Comores ainsi que du programme de promotion du travail décent. La Santé aussi est au rendez-vous, avec la capacitation des prestataires de services en technologie contraceptive ou encore de la riposte à l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays depuis le 2 février 2024.

Toujours dans ce numéro, le Doyen de la faculté des sciences de l'Université des Comores nous exposera son point de vue sur le projet de laboratoire d'analyse de l'eau que les Nations unies soutiennent. D'autres thèmes y sont abordés, à l'instar de la lutte contre la criminalité dans le secteur de la pêche ou encore de la manière dont la transformation digitale peut servir la réponse face dérèglement climatique.

La Directrice pays de l'UNFPA Josiane Yaguibou a bien voulu signer la tribune de notre Ylang-info. Elle nous invite à « tirer profit du potentiel financier et technique du secteur privé aux Comores pour promouvoir la santé sexuelle et reproductive ». D'ailleurs cette idée de mobiliser le secteur privé comorien dans la promotion d'initiatives humanitaires entre autres est très significative. Nous devons en effet nous inspirer de ce qui a marché, comme la clinique mobile, pour ramener tous les acteurs vers la force commune vers l'atteinte des Objectifs de développement durable.

En fin, je vous invite à lire la rubrique karibu pour mieux me connaître et en même temps souhaiter la bienvenue à vos nouveaux collègues.

*Nous y arriverons ensemble !
Marhaba Mendji !*

6 Actualités

- 6 Retraite annuelle de l'UNCT
- 7 Communiqué du FPAD



10 Economie / Société

- 10 **La FAO et le Gouvernement** de l'Union des Comores Renforcent leur Partenariat avec le Cadre de Programmation par Pays 2023-2026



- L'Union des Comores se dote** de son Programme de promotion du travail décent, troisième génération, 2024 - 2026

13 Santé

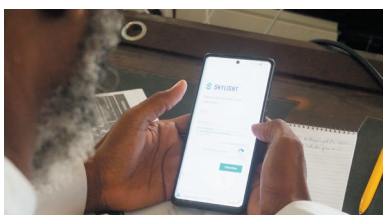
- 13 **L'UNFPA** renforce les capacités des prestataires de service en technologie contraceptive



- 14 **Interview** du Doyen de la Faculté des Sciences sur le laboratoire d'analyse de l'eau

17 Sécurité / Climat

- 17 **Lutte contre la criminalité** dans le secteur de la pêche grâce aux nouvelles technologies aux Comores.



- 18 **Transformation digitale et partage** de connaissances : un début de réponse face au dérèglement climatique et aux objectifs de développement durable

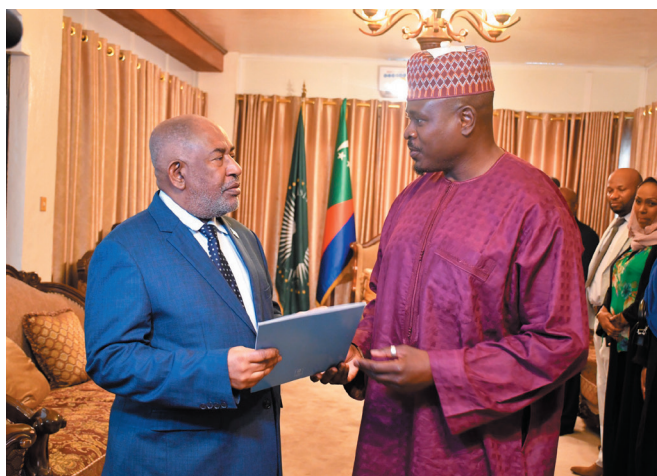
LE NOUVEAU COORDONNATEUR RÉSIDENT A DÉPOSÉ SES LETTRES DE CRÉANCES

Par Ben Charafaine Abdillahi – BCR.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, a nommé James Tsok James Bot, originaire du Nigéria, en tant que Coordonnateur résident des Nations Unies aux Comores, avec l'approbation du gouvernement hôte.

Reçu le 14 mai par le ministre des Affaires étrangères, le RC a remis les copies figurées de ses lettres de créances. Le chef de la diplomatie comorienne a loué le partenariat entre le gouvernement des Comores et les Nations unies, liés à travers le Plan-cadre de coopération pour le développement durable.

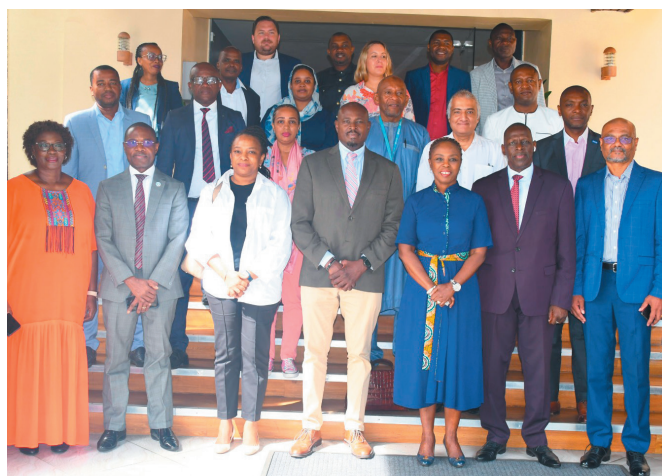
Le 21 mai 2024, le Président de l'Union des Comores a reçu Tsok James Bot au palais de Bei-salam. Le Chef de l'Etat Monsieur Azali Assoumani a reçu les Lettres de créances du désormais Coordonnateur Résident du système des Nations unies aux Comores. Le Président a souhaité « succès et réussite » au nouveau RC.



RETRAITE DE L'UNCT

Par Ben Charafaine Abdillahi – BCR.

La retraite annuelle de l'UNCT Comores a eu lieu à Moroni du 20 au 21 mai 2024 sous la présidence du RC Tsok James Bot. Cette rencontre des chefs d'agences résidents et non-résidents a pour but de canaliser les priorités de l'appui du système des Nations unies pour l'atteinte des ODD aux Comores.



Les travaux ont permis aux participants d'identifier les domaines dans lesquels les Comores sont champions suivant les indicateurs des ODD. Les agences onusiennes ont à tour de rôle présenté les priorités pour chaque secteur et le niveau de collaboration avec la partie nationale.

Le dernier jour, les autorités nationales ont rejoint la retraite. L'occasion pour les deux parties de réaffirmer leur partenariat afin de tout mettre en œuvre pour être au rendez-vous des ODD dans le respect du Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Comores.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Forum des Partenaires au Développement (FPaD)* de l'Union des Comores a tenu sa deuxième réunion trimestrielle de l'année, le 27 mai 2024. La réunion a été co-présidée par Son Excellence Dr Attalah Al Zayed, Ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite, Doyen du corps diplomatique, et par M. James BOT, nouveau Coordonnateur Résident du Système des Nations unies aux Comores.

Les membres du Forum ont échangé sur les priorités et les programmes des partenaires internationaux de l'Union des Comores. La présence de nombreux ambassadeurs résidents en dehors du pays a conféré une valeur ajoutée additionnelle à la teneur des échanges. Les membres du Forum restent mobilisés à soutenir les Comores dans la réalisation des priorités nationales de développement et des objectifs de développement durable (ODD).

Le Forum présente ses vœux de succès au Président Azali Assoumani à l'occasion de son investiture pour un nouveau mandat le dimanche 26 mai 2024. Il salue la volonté de dialogue affichée par le gouvernement et le collectif des candidats d'opposition ayant pris part aux dernières élections présidentielles. Il réaffirme la disponibilité de la communauté internationale de continuer à donner son soutien à tout effort contribuant à la gestion pacifique et légale des différends et à la consolidation de la cohésion sociale.

Le Forum a abordé, également, l'évolution de la situation concernant l'épidémie de choléra et les récentes inondations qu'a connues le pays. Les membres du Forum ont noté la mobilisation des partenaires au développement pour une riposte adaptée. Ils renouvellent leur disponibilité à accompagner le pays à mieux faire face aux urgences humanitaires.

Le Forum est informé de l'organisation prochaine du Sommet de l'avenir à New-York, les 23 et 24 septembre 2024. Les membres du Forum renouvellent au gouvernement de l'Union des Comores leur disponibilité à le soutenir dans la préparation de ce rendez-vous mondial pour chercher « Des solutions multilatérales pour un avenir meilleur ».

James Tsok Bot
Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
Président du Forum des Partenaires au Développement des Comores.

*Le FPaD est une plateforme de coordination et de réflexion stratégique qui regroupe l'ensemble des partenaires techniques et financiers résidant en Union des Comores, notamment les membres du Corps diplomatique, le Système des Nations Unies et l'Union Européenne.

JOSIANE YAGUIBOU,
Directrice pays de l'UNFPA

TIRER PROFIT DU POTENTIEL FINANCIER ET TECHNIQUE DU SECTEUR PRIVÉ AUX COMORES POUR PROMOUVOIR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE



Il n'y a pas si longtemps, les cliniques mobiles étaient inconnues dans nos belles îles, les Comores. Et cela n'est pas surprenant, car le pays ne présente pas un contexte humanitaire typique où ce type de services serait incontournable. Mais cela ne signifie pas qu'elles sont inutiles dans des îles comme les Comores. Au contraire, elles sont d'ailleurs très utiles, et notre expérience récente nous en a apporté la preuve. En les acquérant et en les

mettant à la disposition de la communauté, nous avons doublé nos efforts pour mettre fin aux décès maternels évitables, en rendant disponibles des services prénatals vitaux aux femmes dans les zones reculées et en mettant à leur porté des informations et des services intégrés en matière de santé sexuelle et reproductive.

Lorsque nous avons débuté cette aventure, le Japon, partenaire privilégié et donateur de l'UNFPA, a été le premier à nous suivre dans cette innovation, à travers l'octroi d'une clinique mobile en plus de celle acquise par UNFPA. Cela a contribué à briser les barrières géographiques qui limitent l'accès des femmes, des filles et des jeunes aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs. Néanmoins, les besoins sont restés énormes, notamment en matière d'accès à la planification familiale.

Les Comores connaissent une croissance démographique rapide, avec près de 58 % de la population âgée de moins de 25 ans et une population en âge de travailler qui devrait doubler au cours des 15 prochaines années. Cela représente une opportunité unique pour des investissements stratégiques dans les domaines de la santé reproductive, de l'éducation et de l'emploi .

En même temps, le pays est confronté à une baisse significative de l'utilisation de la contraception moderne, passant de 14,2 % en 2012 à 8,2 % en 2022. En réponse, le gouvernement s'est engagé dans le Partenariat mondial pour la planification familiale 2030 afin d'améliorer l'accès à la planification familiale et la qualité des services de santé sexuelle et reproductive. Malgré cette bonne volonté et l'engagement de ce dernier à assurer la santé et le bien-être de tous, le taux d'exécution du budget national sur la santé aux Comores reste relativement faible, laissant les personnes vulnérables sans accès aux soins essentiels.

À l'instar du proverbe africain qui dit : "Si tu veux aller vite, va seul, mais si tu veux aller loin, va ensemble", nous

reconnaissons que nous devons tous mettre la main à la pâte pour fournir une large gamme de services à la population. Nous (UNFPA) avons tendu la main au secteur privé aux Comores, conscients du rôle essentiel qu'il peut jouer pour combler le fossé tant sur le plan financier que technique. En effet, son soutien a contribué et contribue encore non seulement à favoriser le bien-être de la population, mais aussi à promouvoir le développement socio-économique des Comores.

Au cours des deux dernières années, le secteur privé, notamment Telma Comores, la Fondation AXIAN et BIC Comores, ont fourni un financement indispensable pour soutenir la mise en œuvre du projet de clinique mobile qui permet également la prévention et le dépistage des IST/VIH. Leur soutien porte à trois le nombre de cliniques mobiles déployées respectivement dans les îles d' Anjouan,

de Mohéli et de Ngazidja. Au-delà de ce soutien financier, le secteur privé ici peut offrir une expertise technique et des ressources pour renforcer le plateau technique , améliorer la prestation de services et promouvoir la sensibilisation et l'éducation sur les questions de santé sexuelle et reproductive ainsi que sur d'autres questions de santé qui préoccupent la population.

La collaboration entre les Nations Unies, le gouvernement et le secteur privé est impérative pour relever les défis multiples en matière de santé sexuelle et reproductive aux Comores. Ensemble, nous pouvons faire en sorte qu'aucune femme ne meurt en donnant la vie, que tous les besoins en matière de planification familiale soient satisfaits et qu'en fin de compte, tous les jeunes réalisent leur plein potentiel.

Bonne lecture !



clinique mobile d'Anjouan

LA FAO ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES COMORES RENFORCENT LEUR PARTENARIAT AVEC LE CADRE DE PROGRAMMATION PAR PAYS 2023-2026

Par Sitraka Ravevahiny, Spécialiste en création de contenus – FAO.

La FAO et le Gouvernement de l'Union des Comores ont signé le Cadre de Programmation par Pays (CPP) 2023-2026, consolidant ainsi leur partenariat pour les trois prochaines années. Cet accord stratégique guidera leur collaboration dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de la sécurité alimentaire, en posant les bases d'une coopération ciblée et efficace.



Un Cadre de Programmation Aligné sur les Priorités Nationales

Les priorités définies dans le CPP s'inspirent des objectifs nationaux des Comores, en cohérence avec le Plan Comores Emergent et les Objectifs de Développement Durable (ODD) stipulés dans le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF).

Quatre Priorités Stratégiques

1. Gouvernance et Inclusivité : Renforcer et structurer la gouvernance des secteurs de la pêche, de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt pour assurer une gestion durable des ressources naturelles, préserver la sécurité alimentaire et promouvoir un développement économique et social équitable.

2. Pêche Durable et Inclusive : Développer le secteur de la pêche comme un moteur de croissance inclusive, contribuant à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales et de genre, créant ainsi des opportunités économiques pour les communautés côtières.

3. Diversification Agricole : Diversifier et intensifier durablement la production agricole, y compris l'élevage et les cultures d'exportation, afin de renforcer la sécurité alimentaire, stimuler l'économie rurale et promouvoir le

développement durable.

4. Renforcement des Capacités : Améliorer les compétences des acteurs, hommes et femmes, en matière de production, traitement, valorisation, conservation, transport et commercialisation des produits agricoles, en intégrant les chaînes de valeur pour accroître l'efficacité, la durabilité et la rentabilité des activités économiques agricoles.

Collaboration et Participation

Le document du CPP intègre les contributions des parties prenantes, recueillies lors de consultations auprès des institutions locales. Mbuli Charles Boliko, Représentant de la FAO à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles, souligne l'importance de la multisectorialité des actions dans le cadre du CPP. Il affirme que « chacun de nous a un rôle à jouer, car les priorités énoncées suggèrent une collaboration transversale dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la nutrition, de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement, de l'éducation, des revenus et des moyens de subsistance. »

L'objectif global de ce partenariat est de mettre en place des systèmes alimentaires plus durables, inclusifs et résilients, pour assurer un avenir meilleur et plus sûr pour tous les habitants des Comores.

LANCEMENT DU PLAN NATIONAL DE PRÉPARATION AUX CRISES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AUX COMORES

Par Sitraka Ravevahiny, Spécialiste en création de contenus – FAO.

Dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale, le Gouvernement de l'Union des Comores, avec l'appui technique de la FAO, a lancé le Plan National de Préparation aux Crises de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Ce plan stratégique, conçu pour être mis en œuvre par l'État, se concentre sur les situations de crise grave en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, un enjeu crucial pour la région.

Un plan basé sur des données et des analyses rigoureuses

Le PSCAP repose sur des données et des analyses rigoureuses, élaborées en collaboration avec des partenaires gouvernementaux, humanitaires et de développement. Son objectif est d'identifier et de mettre en place des dispositifs opérationnels essentiels pour :

- **surveiller et détecter rapidement** : mettre en place un système de surveillance constant pour détecter rapidement les crises alimentaires et nutritionnelles émergentes.
- **Mobiliser les acteurs** : activer efficacement les responsables gouvernementaux, les acteurs humanitaires et les partenaires de développement pour évaluer les risques et intensifier les interventions précoces.
- **Élaborer une réponse collective** : rassembler les hauts responsables pour reconnaître collectivement une crise émergente, identifier les lacunes opérationnelles et financières, et y remédier rapidement.

Consultations régionales pour une mise en œuvre adaptée

Pour bien comprendre les spécificités de chaque île et adapter les mesures en conséquence, des consultations



régionales sont en cours. Un premier atelier technique s'est tenu à Mohéli les 15 et 16 avril, et un deuxième a également été initié à Anjouan. Ces consultations marquent une étape importante dans la préparation et la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles dans l'Union des Comores.

Le lancement du Plan National de Préparation aux Crises de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle représente un engagement fort du Gouvernement de l'Union des Comores et de ses partenaires pour renforcer la résilience alimentaire du pays. En s'appuyant sur des approches basées sur des preuves et en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés, ce plan vise à assurer une réponse rapide et efficace face aux crises, garantissant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables.

Avec ce plan, l'Union des Comores se dote d'un outil essentiel pour anticiper et gérer les crises alimentaires, contribuant ainsi à la stabilité et au bien-être de ses citoyens.

L'UNION DES COMORES SE DOTE DE SON PROGRAMME DE PROMOTION DU TRAVAIL DÉCENT, TROISIÈME GÉNÉRATION, 2024 - 2026

Par Emma Raboanally – OIT.



La signature du Programme de promotion du travail décent des Comores est un jour mémorable qui concrétise l'engagement du Gouvernement comorien et des partenaires sociaux dans la promotion du travail décent dans le pays.

En effet, le processus était long et laborieux mais grâce à la volonté de tous, l'Union des Comores dispose maintenant de sa troisième génération du Programme de Promotion du Travail Décent 2024-2026 qui est un programme pertinent, validé et adopté par toutes les parties prenantes.

Rappelons que ce programme est parfaitement aligné aux priorités nationales et internationales et contribue notamment à l'atteinte des objectifs du Plan Comores Émergent, de l'Agenda 2030 à travers le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026.

Le Directeur du Bureau de Pays de l'OIT, M. Frederick MUIA, a salué le dévouement de tous les acteurs du monde du travail comorien et qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que les hommes, les femmes, les jeunes, les personnes vulnérables de l'Union des Comores puissent bénéficier des opportunités de travail décent.

Effectivement, disposer d'un tel Programme signé est certes un motif de satisfaction. Mais force est de rappeler que les tâches qui nous attendent sont immenses, en ce

qui concerne aussi bien la mise en œuvre, le suivi que l'évaluation.

L'OIT est consciente de l'immensité des défis à relever, particulièrement en ce qui concerne le fonctionnement du Comité de suivi, la coordination et la mobilisation des ressources mais elle reste disposée à poursuivre l'appui de la partie nationale pour une meilleure appropriation. M. MUIA incite le maintien de la dynamique des approches participative et inclusive adoptées lors de l'élaboration de ce programme car l'union fait la force et ensemble, nous pourrions enregistrer des résultats tangibles pour :

1. Le Renforcement de la gouvernance du travail et de l'application des normes internationales du travail par le dialogue social
2. La Promotion du travail décent pour tous dans les secteurs d'avenir, notamment de l'économie bleue, verte et numérique, ciblant les groupes vulnérables (jeunes, femmes, personnes vivant avec un handicap, travailleurs informels, travailleurs migrants)
3. Le Renforcement et l'extension de la protection sociale pour tous, y compris la santé et sécurité au travail.

ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PRESTATAIRES DE SERVICE EN TECHNOLOGIE CONTRACEPTIVE

Par Maimouna Ibrahim – UNFPA.

Dans le cadre de la réduction des besoins non satisfaits en planification familiale dont le taux s'élève à 36%, le Ministère de la santé à travers la Direction de la Santé Familiale, sur financement de l'UNFPA, a organisé du 03 au 07 juin 2024, un atelier de cinq jours dont l'objectif est de renforcer les compétences, aptitudes et attitudes de 30 Sage-femmes, exerçant dans les formations sanitaires, afin de les rendre aptes à offrir les méthodes contraceptives modernes aux femmes en âge de procréer.

Les facilitateurs ont passé en revue l'ensemble des méthodes contraceptives à savoir : les injectables, les implants cutanés, les Contraceptives Oraux Combinées (Pilules), Dispositifs intra-utérins au cuivre (DIU), Dispositifs intra-utérins hormonaux, Préservatifs masculin et féminin, Méthode d'Allaitement Maternel et de l'Aménorrhée (MAMA), Méthodes des jours fixes (MJF) et le Counseling en Planification Familiale.



Selon l'évaluation finale, ces 30 Sage-femmes des districts sanitaires et des postes de santé ont les connaissances sur les indications et les contre-indications des différentes méthodes et capable d'offrir des conseils pour un meilleur choix raisonné en planification familiale pour le besoin d'espacement des naissances.

CHOLÉRA : LES PRO, UNE SOLUTION DANS LA PRISE EN CHARGE

Par Ben Charafaine Abdillahi – OMS.

Lorsque les autorités sanitaires des Comores ont déclaré l'épidémie de choléra le 2 février 2024, l'OMS a émis des recommandations visant à décentraliser les sites de prise en charge des malades au niveau de tous les districts ainsi que la mise en place de points d'approvisionnement d'eau potable dans les zones vulnérables, entre autres. L'Expérience a été suivie pleinement sur l'île d'Anjouan et la tournure des événements a justifié l'efficacité des points de réhydratation orale (PRO).

En effet, au mois d'avril, le bureau de l'OMS a procédé à la mobilisation de 48 volontaires, dont la plupart sont issues du domaine médical, pour se joindre aux équipes de la Direction régionale de la Santé d'Anjouan dans le cadre de la riposte à l'épidémie de choléra. Si la base des volontaires se trouve à Domoni, les équipes ont été déployées aux quatre coins de l'île, précisément à Djimlimé, Adda, Mirontsi et Hasimpao où sont ouverts les sites de PRO de l'OMS alors qu'une autre équipe est restée au CTC de Hombo pour l'appui à la collecte et la gestion des données. Une autre équipe mobile supervisait toutes les équipes journalièrement.



Pour bien mener son appui, l'OMS a installé une équipe d'experts portée par Dr Demba Lubambo du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique. Habitué aux Comores et aux urgences sanitaires, il a été le binôme de Dr Sainda Mohamed dans la gestion de la crise jusqu'au mois de juin.

Au cours d'une des missions de supervisions menées par le Représentant de l'OMS, plusieurs personnes ont témoigné du bien fondé de l'installation des PRO. C'est le cas de Sidi Bacar, maire de Mirontsi, une localité située dans le district de Mutsamudu. « *Les habitants de Mirontsi bénéficient de soins de proximités grâce à l'ouverture du PRO. C'est une bonne chose pour nous tous puisque la distance vers le centre de traitement du choléra est réduite et le personnel de santé du PRO ont toutes les capacités pour prendre en charge les cas qui ne sont pas sévères* », se réjouit le maire, qui n'a pas hésité à mettre à la disposition de l'OMS et de la DRS un emplacement du PRO. « *Je ne pouvais pas rester indifférent, je suis un élu local et dans une situation de crise sanitaire mon rôle est de faciliter les autorités et dans leurs démarches pour sauver des vies* », affirme Sidi Bacar qui remercie le Représentant de l'OMS pour l'appui et la collaboration.

Même son de cloche du côté du village de Hasimpao. Le Chef local a fait savoir que l'ouverture du PRO a beaucoup soulagé les habitants et les villages autour. « *Il y avait beaucoup de cas dans le village, nous étions obligés de nous rendre au CSD de Sima ou au CTC de Hombo à Mutsamudu. Ce trajet était difficile, la majorité des malades arrivaient déjà à un stade sévère. Aujourd'hui, la prise en charge est rapide sur le PRO, les localités avoisinantes et les habitants de Hasimpao sont satisfaits*

de cette décentralisation », explique le Chef du village au Dr Diarra Abdoulaye.

Fait marquant partout où le Représentant de l'OMS s'est rendue, ce sont des bénévoles de la communauté locale qui ont décidé d'assurer la sécurité des PRO et du personnel qui y est déployé. « *C'est un engagement communautaire salubre qui ne peut que renforcer le soutien de tous les partenaires dans la riposte contre l'épidémie de choléra. Nous parlerons toujours de cette exemplarité des Comoriens* », a souligné Dr Diarra.

Dr Daniel Oirdi est le coordinateur du CTC de Hombo. Rencontré au PRO de Mirontsi, il n'a pas manqué de confirmer que l'ouverture des PRO a beaucoup soulagé le centre de traitement du choléra. « *Nous recevons moins de cas depuis la décentralisation de la prise en charge avec les PRO. Ce sont les cas sévères qui nous parviennent sur transfert des PRO. Tout le monde est soulagé et nous avons de bonnes conditions de travail* », a-t-il dit.

Il faut savoir qu'à partir d'un PRO, les volontaires de l'OMS interviennent aussi dans les environs pour mener la recherche active, la surveillance, la désinfection et la sensibilisation. Ces interventions sont menées avec d'autres partenaires comme le Croissant-Rouge comorien. Les volontaires de l'OMS appuient aussi les équipes de vaccination pour rehausser le taux de couverture vaccinale.



INTERVIEW DU DOYEN DE LA FACULTÉ DES SCIENCES

Propos recueillis par Assadillah Moumini – PNUD.

LABORATOIRE D'ANALYSE DE L'EAU « UN IMPACT SIGNIFICATIF DANS LA PRÉSERVATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE PAYS »



1. Quels sont les partenaires qui ont contribué à la construction de ce laboratoire d'analyse de l'eau potable ?

La mise en place du laboratoire d'analyse de l'eau conforme aux normes internationales résulte d'une initiative émanant du Gouvernement comorien, soutenue par le fonds vert pour le climat, le Pnud ou encore la Chine et le fADES (fonds arabe pour le développement économique et social).

Cette initiative est portée par le projet fonds vert climat/Pnud qui est l'appellation la plus répandue.

La faculté des sciences, institution universitaire et membre du comité de pilotage du projet, est un partenaire central et prend part aux grandes décisions et orientations de ce projet.

2. Ce laboratoire a été conçu pour être auto-financé à terme et générer des revenus propres. Quel est le modèle économique qui a été mis en place pour assurer sa pérennité et pouvez-vous nous donner quelques exemples de services qui seront proposés ?

La viabilité économique du laboratoire repose sur la commercialisation de services d'analyse de l'eau potable destinés tant aux clients publics que privés. En plus de nos prestations d'analyse, nous proposerons des services de consultation et d'expertise spécialisée dans le domaine de l'eau potable. Une stratégie commerciale proactive a été élaborée pour diversifier nos sources de revenus, garantissant ainsi l'indépendance et la durabilité financière à long terme du laboratoire. Je tiens à préciser qu'un laps de temps est nécessaire pour que nos équipes puissent relever les défis attendus, une période d'accompagnement au changement est nécessaire pour harmoniser nos méthodes de travail, mais l'objectif est clairement annoncé : la viabilité durable du laboratoire.

3. L'équipe en charge de l'exploitation et de la gestion du laboratoire est un élément clé de sa réussite. Pouvez-vous nous présenter sa composition et nous expliquer comment elle a été sélectionnée et formée pour répondre aux enjeux spécifiques de l'analyse de l'eau potable ?

L'équipe dédiée à l'exploitation et à la gestion du laboratoire sera constituée de professionnels chevronnés spécialisés dans l'analyse de l'eau potable. La base du recrutement sera interne, à partir des meilleurs éléments issus de nos formations puis en externe sur la base des cvs que nous recevons notamment ceux des professeurs issus de la diaspora.

Parallèlement, nous avons élargi notre portée en envisageant le recrutement d'experts capables de

fournir des services de pointe dans d'autres domaines nécessitant l'utilisation des équipements de pointe de notre laboratoire.

En outre, afin de maintenir un niveau d'excellence constant, nous avons mis en place un programme de formation continue visant à renforcer les compétences de notre équipe et à garantir la qualité optimale de l'ensemble de nos prestations.

4. Enfin, quels sont les projets futurs de la faculté des sciences dans le domaine de l'analyse de l'eau et plus largement de l'environnement ? Ce laboratoire est-il le premier jalon d'une stratégie plus globale dans ce domaine ?

Le laboratoire aspire à jouer un rôle prépondérant dans le domaine de l'analyse de l'eau potable aux Comores. Nous sommes actuellement engagés dans plusieurs projets, tels que le développement de nouvelles méthodes d'analyse pour détecter les polluants émergents, l'établissement de

partenariats avec des entreprises du secteur de l'eau pour offrir des prestations personnalisées, et la participation à des projets de recherche collaboratifs visant à améliorer la qualité de l'eau potable.

Nous sommes convaincus que notre laboratoire aura un impact significatif dans la préservation de la santé publique et de l'environnement dans le pays.

De plus, l'un des aspects les plus prometteurs consiste à contribuer à enrichir une plateforme de partage de connaissance initiée par le projet PNUD/Fonds vert climat, qui devrait permettre à tous les acteurs du secteur de partager les résultats de leurs recherches sur la ressource en eau.

L'objectif étant de centraliser les connaissances du secteur de l'eau, par les acteurs du secteur, dans un système d'information accessible au grand public (open data), susceptible de stimuler la recherche universitaire et d'inspirer de futures vocations.



Construction du laboratoire d'analyse de l'eau



LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE GRÂCE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES AUX COMORES.

Par **ONUDC**.

Le secteur de la pêche comorienne, essentiellement artisanale et à petite échelle, joue un rôle vital dans la vie nationale. Avec une production annuelle estimée à 10 000 tonnes, il assure la sécurité alimentaire et les revenus de plus de 140 000 personnes, ce qui représente une part importante des 866 311 habitants de la nation. Au-delà de l'emploi direct, la pêche constitue un filet de sécurité essentiel pour les groupes défavorisés et contribue de manière significative à l'économie locale.

Cependant, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) constitue une menace sérieuse pour les ressources maritimes des Comores et pour ces mêmes moyens de subsistance. Des activités telles que la pêche non autorisée, la sous-déclaration des captures et l'utilisation d'engins illégaux compromettent les pratiques durables, entraînant des pertes économiques et des dommages environnementaux.

Pour relever ce défi, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a organisé une formation

innovante pour six agents du Centre de surveillance des pêches des Comores. Cette formation de sensibilisation au domaine maritime (MDA) s'est concentrée spécifiquement sur la lutte contre la criminalité dans le secteur de la pêche.

La formation, qui a permis aux participants d'acquérir des compétences pertinentes et des techniques modernes, a porté sur l'utilisation de plateformes MDA telles que Seavision et Skylight, ainsi que sur l'analyse de données satellitaires. « Cette formation arrive à point nommé », a déclaré Kamal Mohamed, inspecteur des pêches chargé

des TIC et du VMS. « Nous avons récemment acquis de nouveaux outils de détection, et ce programme améliorera considérablement notre capacité à intégrer ces plateformes pour une surveillance efficace de l'activité de pêche.

Cette formation marque une première collaboration historique entre l'ONUSD et le Centre de Surveillance des Pêches des Comores. Elle s'aligne parfaitement avec la Vision stratégique de l'ONUSD pour l'Afrique 2030, en particulier le domaine d'investissement 3, qui donne la priorité à la protection des ressources et des moyens de subsistance de l'Afrique. « Les connaissances acquises me permettront de mieux protéger les ressources marines des Comores », a déclaré l'inspecteur Mohamed. « Je peux désormais prendre des décisions plus éclairées sur le traitement des données et le déploiement des moyens pour intercepter les contrevenants.

Ce cours de MDA complète la boîte à outils existante du Centre. Des acquisitions récentes comme les plateformes Themis et Meta, ainsi que l'introduction à l'imagerie satellitaire fournie par l'ONUSD, renforcent encore les capacités opérationnelles du Centre.



La formation a été financée par le gouvernement japonais dans le cadre du projet « Renforcement de la sécurité maritime et de l'état de droit » : « Renforcer la sécurité maritime et l'état de droit en mer en Afrique pour maintenir un espace maritime libre et ouvert vers un Indo-Pacifique libre et ouvert ».

TRANSFORMATION DIGITALE ET PARTAGE DE CONNAISSANCES : UN DÉBUT DE RÉPONSE FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Assadillah Moumini – PNUD.

Un Archipel Fragile à la Croisée des Défis

Les effets du changement climatique frappent durement cet archipel paradisiaque. La fragilité de ces terres expose les petites îles à des défis imminents et impératifs, remettant en question leur survie. Face à cette situation critique, des mesures d'adaptation s'imposent rapidement, et la gestion rationnelle des ressources naturelles s'avère être une clé essentielle.

Ces mesures ont évolué vers une approche intégrée et intersectorielle, reflétant la réalisation des Objectifs de

Développement Durable 13 (Action pour le climat) et 6 (Eau propre et assainissement). Dans une ère où les ressources naturelles sont loin d'être inépuisables, l'adoption d'une gestion économe des ressources devient une nécessité.

Réponses Innovantes à la Crise Climatique

Parmi ces réponses novatrices, le projet Fond Vert/PNUD a pris l'initiative de mettre en place des solutions basées sur la collecte de données et la technologie. Une dizaine de stations piézométriques ont été déployées pour



surveiller le niveau des nappes phréatiques, permettant ainsi une gestion préventive et optimisée du niveau d'eau, en réponse aux risques d'intrusion saline.

De plus, la collecte de données provenant de stations agrométéorologiques a donné naissance à un bulletin d'assistance météorologique (BAM). Cette ressource précieuse aide les agriculteurs à prendre des décisions éclairées, à ajuster leurs pratiques agricoles en fonction des changements climatiques, tout en s'alignant avec les objectifs de l'ODD 6. Actuellement, mis en place dans le cadre d'un projet pilote dans le CRDE de Hamalengo, sa réussite pourrait voir cet outil répliqué sur l'ensemble des zones agricoles du territoire.

La Connaissance Partagée, Porteuse d'Avenir

La transformation digitale se manifeste également à travers une plateforme de gestion des connaissances, fruit d'une collaboration entre divers acteurs du secteur de l'eau. Cette initiative, soutenue par le projet Fond Vert/PNUD, ouvre la voie à un partage d'informations

Au cœur de l'océan Indien, un archipel autrefois connu pour ses essences naturelles a récemment fait les gros titres grâce au sauvetage héroïque d'un baleineau à Moroni. Cette lumière médiatique a éclairé un coin de paradis qui doit aujourd'hui affronter les retombées du changement climatique. Face à cette vulnérabilité extrême, une quête de solutions s'est engagée, mêlant transformation digitale, partage de connaissances et engagement envers les Objectifs de Développement Durable 13 et 6.

d'expérience et d'expertise plus enrichissantes. Cette transition numérique s'accompagne d'un processus d'accompagnement multisectoriel pour garantir une adoption efficace.

Madame Najda, Secrétaire Générale du Ministère de l'Eau, souligne un vaste programme d'E-Gouvernance, visant à dématérialiser les documents et à faciliter les échanges interministériels. Cette initiative ambitieuse trouve un terrain fertile dans le secteur de l'eau, renforçant la convergence avec les ODD 6 et 13.

L'Horizon de la Transformation Digitale

Cependant, la transformation digitale ne constitue pas une panacée face au défi climatique, mais plutôt une voie vers une meilleure analyse des données et une communication améliorée. Dans un contexte insulaire comme celui des Comores, la transition numérique devient d'autant plus cruciale pour relever les vulnérabilités plurielles.

Alors que cet archipel fait face à des enjeux climatiques extrêmes, la transformation digitale et le partage de connaissances se profilent comme des instruments d'accompagnement optimaux. Ces outils permettent de répondre aux appels des ODD 6 et 13, guidant ainsi l'archipel vers un avenir plus résilient et durable, où la connaissance transcende les eaux et les frontières.

LES NATIONS UNIES SOLIDAIRES AUX VICTIMES DES INONDATIONS AUX COMORES

Par Ben Charafaine Abdillahi – BCR.



La tempête tropicale baptisée Laly a provoqué des pluies diluviennes dans l'archipel des Comores au mois de mai 2024. Toutes les îles sont touchées, et les inondations ont été spectaculaires dans plusieurs régions d'Anjouan, Mohéli et Grande Comore. Plusieurs localités, notamment dans la région de Hambou à la Grande Comore, ont vu des rivières dévier et emporter tout sur leur passage.

Au même moment, les Chefs d'agences ont dû écourter leurs travaux de la retraite UNCT pour se rendre aux chevets des victimes. « Nous avons été alerté sur la catastrophe. Nous nous sommes précipités vers les localités les plus proches pour constater les dégâts et analyser les moyens d'apporter assistance aux victimes », a expliqué à la presse Tsok James Bot. Le Coordonnateur Résident et les chefs d'agences ont effectué cette visite en compagnie du Colonel Rafick Aballah, Directeur général de la sécurité civile.

« Les fortes précipitations de ces dernières 72 heures ont élargi le lit de la rivière qui traverse la ville de Mitsoudjé, ce qui a engendré plusieurs sinistrés. Nous devons dès maintenant collecter l'aide humanitaire possible pour porter secours aux victimes », a fait savoir le Directeur de la DGSC.

Unaniment, les Nations unies aux Comores ont exprimé leur solidarité envers les sinistrés, et ont démontré leur volonté à soutenir les autorités pour des solutions durables face aux aléas du changement climatique.



KARIBU

LA RUBRIQUE DES NOUVEAUX ARRIVANTS

“



M. James T. Bot, Coordonnateur Résident du système des Nations unies aux Comores

De nationalité Nigérien, M. James Tsok Bot a plus de 23 ans d'expérience au niveau internationale dans le domaine des affaires et de la réponse humanitaires, du développement, de la gestion de projets, du développement des affaires et du maintien de la paix. Avant cette nomination, M. Bot était chef de service pour les affaires civiles - la plus grande section civile de la mission de maintien de la paix des Nations unies en RDC (MONUSCO) - où il a contribué au développement de la stratégie pour la mission et l'effort des Nations unies, et a veillé à ce que les affaires civiles assurent la protection des civils, la consolidation de la paix et la restauration de l'autorité de l'État, ainsi que la fourniture d'informations et d'analyses de haute qualité concernant la dynamique du conflit au niveau sous-national. Son rôle consistait à

assurer le développement de partenariats efficaces avec les acteurs concernés de la mission et les autres acteurs, y compris le gouvernement de la RDC et l'équipe de pays des Nations unies (UNCT). Il a notamment veillé à ce que la mission et son mandat soient représentés de manière efficace et cohérente auprès des interlocuteurs concernés.

Auparavant, M. Bot a dirigé la section "secours, réintégration et protection" de la mission de maintien de la paix des Nations unies au Sud-Soudan (UNMISS). Il a également travaillé en tant que consultant indépendant en gestion et en développement auprès de divers clients, notamment l'Université Erasmus de Rotterdam, aux Pays-Bas, ainsi que GEMS Africa (une société d'éducation en participation détenue par la Commonwealth Development Corporation du Royaume-Uni et le groupe Varkey), afin de diriger l'établissement de ses activités en Afrique. Auparavant, il a été directeur national pour l'Ouganda et directeur régional adjoint pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest chez CARE International. Il a également été directeur national pour la RDC et conseiller en protection humanitaire pour la Corne de l'Afrique, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale pour Oxfam GB. Il a travaillé pour Médecins Sans Frontières Hollande en tant que responsable des affaires humanitaires dans l'est de la République démocratique du Congo et administrateur au Nigeria.

M. Bot a étudié le droit à l'Université de Jos, au Nigeria, et est inscrit au barreau nigérien où il a été avocat spécialisé dans l'aide juridique. Il est titulaire d'un Master européen en droits de l'homme et démocratisation du Centre interuniversitaire européen de Venise (Italie).

M. James T. Bot a remis ses Lettres de créances au Président de l'Union des Comores confirmant son accréditation auprès du pays comme Coordonnateur Résident du système des Nations Unies.

KARIBU

LA RUBRIQUE DES NOUVEAUX ARRIVANTS



Samia ABDOUL MADJID, Spécialiste de Programme - Planification Stratégique et Coordination

Affectée à temps plein au bureau du Coordonnateur Résident à partir de mai 2024 en tant que Spécialiste de Programme - Planification Stratégique et Coordination, Samia a été spécifiquement recrutée pour ce rôle par ONU Femmes pour renforcer l'Equipe du pays Système de Nations Unies aux Comores.

Experte en Genre avec quinze ans d'expérience professionnelle acquise aux Comores, en Mauritanie et au Mali, elle a longtemps exercé en tant que consultante indépendante et a notamment travaillé avec des institutions gouvernementales comoriennes telles que le Commissariat général au Plan, le Commissariat Général à la Solidarité, à la Protection Sociale et à la Promotion du Genre, le Ministère de l'Emploi, le Ministère de l'Education Nationale et des partenaires au développement tels que la Banque Mondiale, l'Union européenne, l'Union africaine, la Banque Africaine de Développement et les agences du Système des Nations Unies résidentes et non-résidentes (PNUD, FNUAP, OIT, FAO, PAM).

Samia a aussi travaillé avec des cabinets de conseil internationaux tels que EGIS-International, EGIS-Forhom, la Société Française d'Exportation des Ressources (SFERE), IBF International Consulting et des ONG et organisations intergouvernementales comme Focus Development Association (FDA-Madagascar), Global Integrity (Washington) ou encore African Risk Capacity (ARC).

Elle possède des grandes capacités d'analyse de la problématique genre et a, dans ce cadre, participé à l'élaboration du profil genre des Comores (BAD), mené des études et des évaluations qui ont porté sur : le genre et la participation des femmes à la prise de décision aux niveaux local et national ; l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; l'intégration du genre dans les politiques publiques et sectorielles ; l'intégration du genre dans la gestion des risques de catastrophes, et dans les programmes relatifs à la formation et l'insertion professionnelles.

Elle jouit aussi d'une expertise en matière d'orientations politiques et à portée juridique en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Samia possède en outre, une expertise en développement institutionnel, gestion, suivi et évaluation de projets et programmes de développement, analyse des politiques publiques et sectorielles, renforcement des capacités des organisations de la société civile, formation professionnelle, protection sociale et décentralisation.

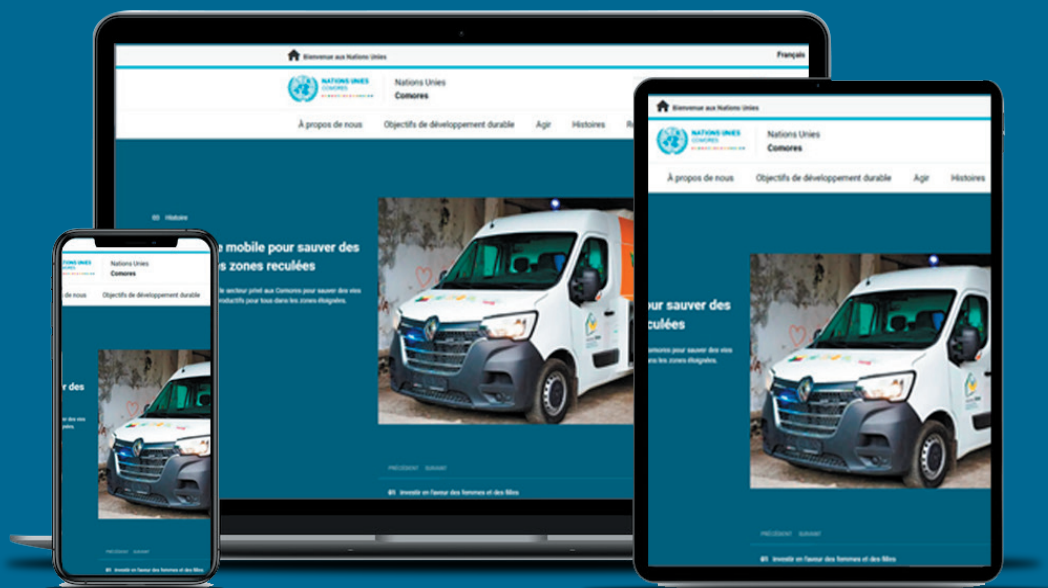
Titulaire d'un DEA en Sciences Politiques mention Sociologie Politique et Politique Comparée obtenu à l'Université Paris X-Nanterre (France), Samia vient rejoindre une équipe onusienne bien déterminée à l'atteinte des ODD via le plan cadre de coopération des Nations Unies pour le développement des Comores.

Samia peut être contactée à l'adresse électronique suivante : samia.abdoul-madjid@unwomen.org

Retrouvez

toute l'actualité du Système des Nations Unies aux Comores en ligne.

www.comoros.un.org



ylang
info

WWW.COMOROS.UN.ORG



NATIONS UNIES
COMORES

